



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – novembre 2022

Sommaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 9 décembre 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 1^{er} et le 28 novembre 2022 à différents endroits du pays, au Canada atlantique, au

Québec, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion a surtout porté sur les priorités du gouvernement du Canada et sa gestion d'enjeux fondamentaux tels que la santé et l'éducation postsecondaire. Les groupes qui ont exploré ce thème comprenaient des membres de la population générale de l'Île-du-Prince-Édouard et du Saguenay-Lac-Saint-Jean, des étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario, des membres de la diaspora haïtienne du Québec, des Canadiens d'origine iranienne établis à Toronto, des Britanno-Colombiens proches de la retraite, des résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, et des mères occupant un emploi dans de grandes villes et des villes de taille moyenne des Prairies. Tous les groupes ont fait un rapide tour de l'actualité au sujet du gouvernement fédéral et certains ont abordé les relations du Canada avec l'Asie du Sud-Est.

L'étude a également permis de s'intéresser de près à l'économie canadienne et à divers sujets connexes, par exemple l'Énoncé économique de l'automne de 2022 et le coût de la vie pour les parents, en particulier les mères qui travaillent. Plusieurs groupes ont parlé des changements climatiques et de l'environnement en général, en portant une attention particulière à l'adaptation aux changements climatiques, au système de tarification du carbone et aux véhicules à zéro émission. L'immigration et les efforts du gouvernement fédéral en la matière ont également fait l'objet de discussions dans plusieurs groupes. Les participants ont notamment été invités à donner leur opinion sur l'état actuel du système d'immigration et le taux d'immigration général au Canada. Ils ont aussi discuté des doses de rappel du vaccin contre la COVID-19, du mot-symbole du gouvernement du Canada et du phénomène de la mésinformation.

Pour ce qui est des autres sujets couverts, il a été question de l'ouragan Fiona avec les résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, de la situation en Haïti avec la diaspora haïtienne du Québec, de la situation en Iran avec les Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto, ainsi que des services du gouvernement du Canada, des enjeux touchant les étudiants de niveau postsecondaire, des questions liées à la retraite, et des armes à feu.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.

- Le recrutement de certains groupes ciblait un segment précis de la population, par exemple les étudiants de niveau postsecondaire, les jeunes adultes (âgés de 25 à 30 ans, de 18 à 30 ans et de 18 à 24 ans), la diaspora haïtienne, les Canadiens d'origine iranienne, les personnes proches de la retraite, les personnes désirant acheter ou louer un véhicule, les personnes n'ayant pas reçu une quatrième dose du vaccin contre la COVID-19, et les mères qui travaillent.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Deux groupes se composaient de membres de la population générale de l'Île-du-Prince-Édouard et de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, au Québec.
- Les dix autres groupes se composaient de répondants faisant partie des segments de population suivants :
 - Étudiants de niveau postsecondaire;
 - Jeunes adultes âgés de 25 à 30 ans, de 18 à 30 ans et de 18 à 24 ans;
 - Membres de la diaspora haïtienne;
 - Canadiens d'origine iranienne;
 - Personnes proches de la retraite;
 - Personnes désirant acheter ou louer un véhicule;
 - Personnes n'ayant pas reçu une quatrième dose du vaccin contre la COVID-19;
 - Mères ayant un emploi.
- Trois groupes tenus au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 85 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Est de l'Ontario	1	Anglais	1 ^{er} novembre	18 h-20 h	Étudiants de niveau postsecondaire	7
Île-du-Prince-Édouard	2	Anglais	2 novembre	17 h-19 h	Population générale	7
Est du Canada (région de l'Atlantique et Ontario)	3	Anglais	8 novembre	18 h-20 h	Jeunes adultes de 25 à 30 ans	7
Québec	4	Français	9 novembre	18 h-20 h	Membres de la diaspora haïtienne	6

Toronto	5	Anglais	10 novembre	18 h-20 h	Canadiens d'origine iranienne	8
Colombie-Britannique	6	Anglais	15 novembre	21 h-23 h	Personnes proches de la retraite	6
Grandes villes et villes de taille moyenne de l'Alberta	7	Anglais	16 novembre	20 h-22 h	Personnes désirant acheter ou louer un véhicule	7
Mauricie et Centre-du-Québec	8	Français	17 novembre	18 h-20 h	Jeunes adultes de 18 à 30 ans	7
Metro Vancouver	9	Anglais	22 novembre	21 h-23 h	Personnes n'ayant pas reçu une quatrième dose du vaccin contre la COVID-19	8
Ouest du Canada (Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan, Manitoba)	10	Anglais	23 novembre	20 h-22 h	Jeunes adultes de 18 à 24 ans	7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11	Français	24 novembre	18 h-20 h	Population générale	7
Grandes villes et villes de taille moyenne des Prairies	12	Anglais	28 novembre	20 h-22 h	Mères qui travaillent	8
Nombre total de participants						85

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Une foule d'annonces et d'initiatives leur sont revenues à l'esprit, notamment : les mesures visant à pallier la pénurie générale de médicaments pédiatriques au Canada, le lancement de la Prestation dentaire canadienne, les efforts pour maîtriser l'inflation, y compris la décision de la Banque du Canada de hausser ses taux d'intérêt d'un autre demi-point de pourcentage, et l'autorisation de travailler hors campus plus de 20 heures par semaine accordée par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) aux titulaires de permis d'études admissibles. Par ailleurs, plusieurs participants ont signalé qu'ils suivaient attentivement les travaux de la Commission sur l'état d'urgence concernant le recours à la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement fédéral en février 2022.

Les participants se sont aussi remémoré plusieurs mesures et annonces du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Les initiatives citées comprenaient l'aide militaire et financière fournie au

gouvernement de l'Ukraine, une récente visite officielle à Ottawa du secrétaire d'État américain, les mesures prises par le gouvernement du Canada en réponse à la crise humanitaire en Haïti, et l'adoption de nouvelles sanctions contre de nombreuses personnes et entités iraniennes associées aux violations flagrantes et systématiques des droits de la personne par le régime iranien. Ont également été évoquées à quelques reprises la participation du premier ministre et d'autres représentants fédéraux au récent sommet du G20 ainsi que la présence du gouvernement du Canada à la 27^e Conférence des parties (COP27) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Liens avec l'Asie du Sud-Est (résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite, résidents de Metro Vancouver n'ayant pas reçu la quatrième dose du vaccin contre la COVID-19, jeunes adultes de l'Ouest canadien, résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean)

Les participants de quatre groupes ont continué la discussion et abordé les mesures prises par le gouvernement du Canada dernièrement pour renforcer ses liens avec l'Asie du Sud-Est. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant d'annonces ou d'initiatives à ce sujet, seuls un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Les mieux renseignés se souvenaient que le gouvernement fédéral avait engagé des démarches pour raffermir les liens économiques avec les pays d'Asie du Sud-Est. Quelques-uns ont mentionné un voyage récent du premier ministre à Phnom Penh, au Cambodge, pour prendre part au Sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), et l'annonce d'une série de partenariats stratégiques conclus entre le gouvernement du Canada et les pays membres de l'ANASE.

Après avoir reçu un complément d'information sur les objectifs poursuivis par le gouvernement du Canada en Asie du Sud-Est, presque tous les participants ont fait des commentaires favorables et beaucoup ont dit qu'il s'agissait d'une région importante où cibler les efforts. D'après plusieurs, cet engagement accru avec l'Asie du Sud-Est contribuerait à diversifier les partenaires commerciaux du Canada et ouvrirait de nouvelles perspectives économiques pour les entreprises et les consommateurs canadiens. Il leur semblait également que cela pouvait aider à régler certains problèmes de chaîne d'approvisionnement actuels.

Dans l'ensemble, la plupart des participants croyaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui concerne sa gestion des relations internationales. Beaucoup avaient l'impression que le Canada jouissait d'une solide réputation sur la scène mondiale et que les Canadiens étaient généralement bien considérés par le reste du monde. Aux yeux de certains, le développement de liens diplomatiques et économiques forts avec de multiples pays et régions du monde avait contribué à la sécurité et à la résilience du Canada. Parmi les participants moins nombreux qui étaient indécis ou qui pensaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route, certains trouvaient qu'il accordait trop d'attention et de ressources financières aux priorités internationales, au lieu de s'attaquer à des problèmes intérieurs comme l'inflation et le coût élevé de la vie. La plupart des participants pensaient que les relations internationales avaient des répercussions importantes sur les Canadiens vivant au Canada et plusieurs estimaient qu'étant donné l'instabilité géopolitique actuelle, le maintien de relations internationales solides devait être l'une des priorités du gouvernement fédéral pour l'avenir.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, membres de la diaspora haïtienne du Québec, Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto, résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Huit groupes ont pris part à une discussion sur différents problèmes auxquels sont confrontés les Canadiens et ont donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement du Canada. Invités à préciser les grands enjeux qui méritent une priorité plus élevée de la part du gouvernement fédéral, les participants de tous les groupes ont cité plusieurs thèmes, soit l'inflation et la hausse du coût de la vie, l'abordabilité du logement, les soins de santé, les changements climatiques et l'environnement, la réconciliation avec les peuples autochtones et l'immigration.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie pour ce qui est de traiter ces différentes priorités, les participants ont été nettement plus nombreux à se montrer critiques qu'à dresser un bilan mitigé ou positif. Chez les participants les plus positifs, il a souvent été souligné qu'en dépit du peu de progrès obtenu dans des dossiers clés comme l'économie, le logement abordable et la santé, les responsables fédéraux étaient conscients des difficultés vécues par les Canadiens et s'efforçaient de les aplanir. Chez ceux, largement majoritaires, qui pensaient plutôt que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie, il paraissait difficile de formuler une évaluation favorable tant que les grands problèmes d'inflation et de coût de la vie persistaient. D'après plusieurs de ces participants, le gouvernement fédéral devait intensifier ses efforts de collaboration avec ses homologues provinciaux et territoriaux, et prendre des mesures supplémentaires pour réduire ses dépenses et maintenir un budget équilibré. Certains ont aussi recommandé qu'il en fasse davantage pour communiquer avec les Canadiens ordinaires et pour comprendre leurs besoins, jugeant que cela pourrait l'aider à mettre au point des solutions efficaces en réponse aux problèmes économiques et sociaux urgents qui se posent actuellement.

Deux groupes, l'un composé d'étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario et l'autre, de résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, ont répondu à quelques questions supplémentaires au sujet de la direction générale du pays. Les participants des deux groupes ont exprimé des avis partagés, affirmant dans des proportions à peu près égales soit que le pays avançait dans la bonne direction, soit l'inverse. Les plus optimistes ont salué la récente promesse du gouvernement du Canada d'accueillir jusqu'à 500 000 immigrants par an d'ici 2025 et ses efforts sur le plan de la lutte contre les changements climatiques et de la réconciliation avec les peuples autochtones. Selon eux, ces mesures entraîneraient sans doute des avantages à long terme pour les prochaines générations de Canadiens. Parmi les participants qui croyaient que le pays allait dans la mauvaise direction, beaucoup ont pointé du doigt les clivages sociaux. Ils trouvaient que l'animosité entre les Canadiens était plus forte qu'à d'autres époques et que ce problème allait croissant chaque année. Certains participants ont dit souhaiter que le pays surmonte ses difficultés en matière d'économie et de santé et qu'il poursuive son travail pour atténuer les effets des changements climatiques. Plusieurs espéraient également voir les Canadiens reprendre le chemin de l'unité sociale et trouver des terrains d'entente dans les années à venir.

Soins de santé (résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite, résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Les soins de santé ont fait l'objet d'une discussion approfondie dans trois groupes. Tous les participants ont désigné la santé comme une priorité absolue pour le gouvernement du Canada et beaucoup y voyaient l'enjeu le plus important pour les Canadiens à l'heure actuelle. Presque tous s'accordaient à dire que la prestation des soins se détériorait depuis quelque temps dans leurs collectivités respectives. Beaucoup ont évoqué les longues heures d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous ainsi que la difficulté d'accès aux médecins de famille et aux spécialistes. Selon plusieurs, ces problèmes résultaient surtout de la forte pression exercée sur le système de soins durant la pandémie de COVID-19 ainsi que de la pénurie généralisée de personnel médical et infirmier.

Questionnés sur les mesures que le gouvernement fédéral pouvait prendre pour renforcer le système de santé, les participants pensaient généralement qu'il devrait tâcher de recruter davantage de professionnels de la santé venant d'ailleurs. Sur ce point, plusieurs croyaient qu'il y aurait moyen d'accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences des travailleurs étrangers et d'offrir une aide financière à ceux qui essaient d'obtenir l'accréditation requise pour exercer dans leur domaine au Canada. Certains préconisaient également de prévoir des fonds supplémentaires afin d'augmenter la rémunération des médecins et du personnel infirmier et d'accroître les investissements dans les programmes postsecondaires canadiens de médecine et de sciences infirmières. Certains estimaient qu'en augmentant le nombre de places disponibles dans ces programmes et les soutiens financiers offerts aux étudiants, le gouvernement fédéral pourrait encourager un plus grand nombre de jeunes à faire carrière dans les soins de santé.

Pratiquement tous les participants jugeaient que le gouvernement du Canada était sur la mauvaise voie dans le dossier de la santé. Même si plusieurs croyaient qu'il était conscient des problèmes et cherchait à les corriger, il leur semblait que peu de progrès tangibles en étaient résultés. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant de mesures fédérales récentes liées aux soins de santé, un petit nombre de participants ont mentionné le nouveau programme national de soins dentaires en disant que c'était une excellente initiative.

Pour approfondir la discussion, nous avons fourni aux participants des Prairies et du Québec une description des conditions que le gouvernement du Canada envisageait d'associer à une augmentation des paiements de transfert en matière de santé versés aux provinces et aux territoires. Presque tout le monde était en désaccord avec cette façon de faire. Même si les participants reconnaissaient généralement l'importance de bien comprendre les lacunes du système de santé et d'améliorer l'accès des Canadiens aux renseignements relatifs à leur santé, peu d'entre eux considéraient ces objectifs comme des priorités à l'heure actuelle. Certains pensaient qu'un système de données de santé de haute qualité serait avantageux dans la mesure où il rendrait les dossiers médicaux plus accessibles et aisément transférables d'un fournisseur de soins à un autre, mais beaucoup craignaient pour la sécurité et la confidentialité de leurs données personnelles. De l'avis général, les soins de santé devaient rester sous la houlette des autorités sanitaires provinciales et territoriales, mieux placées que les fonctionnaires fédéraux pour connaître les besoins de leur clientèle.

Études postsecondaires (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario)

Le groupe composé d'étudiants de niveau postsecondaire vivant dans l'est de l'Ontario a eu une courte discussion sur les enjeux liés aux études postsecondaires au Canada. Questionnés sur les difficultés auxquelles les étudiants sont confrontés et que le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité, les participants ont formulé plusieurs vœux, soit : une aide financière supplémentaire pour les droits de scolarité, des logements étudiants subventionnés, et plus d'occasions d'acquérir de l'expérience professionnelle durant les études, au moyen de stages et de placements.

La majorité des participants estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie pour ce qui est d'épauler les étudiants. Quelques-uns ont cité en guise d'exemples des mesures récentes telles que la suspension des intérêts sur les prêts étudiants fédéraux ainsi que l'autorisation donnée aux étudiants étrangers de travailler hors campus plus de 20 heures par semaine. Les participants croyaient que ces mesures s'avéreraient avantageuses. Au chapitre de la communication du gouvernement fédéral avec les étudiants de niveau postsecondaire, la plupart estimaient qu'il y avait beaucoup de place à l'amélioration et que plus d'efforts s'imposaient pour établir un dialogue avec les étudiants et comprendre leurs difficultés.

Économie (jeunes adultes de l'est du Canada, membres de la diaspora haïtienne du Québec, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Quatre groupes ont pris part à des discussions sur l'économie canadienne. Trois de ces groupes se sont penchés sur l'Énoncé économique de l'automne publié récemment par le gouvernement fédéral tandis que celui formé de mères au travail résidant dans les Prairies a discuté des enjeux que la hausse du coût de la vie a engendrés pour les parents.

Énoncé économique de l'automne (jeunes adultes de l'est du Canada, membres de la diaspora haïtienne du Québec, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec)

Les participants avaient une connaissance limitée de l'Énoncé économique de l'automne (ÉÉA) de 2002 du gouvernement du Canada et très peu d'entre eux en avaient entendu parler. Pour faciliter la conversation, nous avons fourni aux participants de l'information sur les différentes initiatives présentées dans l'ÉÉA, dont les suivantes : éliminer les intérêts sur les prêts fédéraux aux étudiants et aux apprentis de façon permanente, créer une nouvelle Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT) trimestrielle, donner suite au plan visant à rendre le logement plus abordable pour les Canadiens, réduire les frais de transactions liés aux cartes de crédit pour les petites entreprises et créer le Centre de formation pour les emplois durables.

Invités à choisir l'initiative qui leur semblait la plus importante, les participants de tous les groupes s'intéressaient en premier lieu au plan pour rendre le logement plus abordable à la population canadienne. Aux yeux de plusieurs, l'abordabilité du logement était l'enjeu le plus pressant des Canadiens à l'heure actuelle tandis que la pénurie de logements sécuritaires et abordables était une grande source d'inquiétude pour de nombreux Canadiens, notamment ceux à faible et moyen revenu

qui avaient déjà du mal à composer avec la hausse du coût de la vie. Parmi les autres initiatives, celles consistant à réduire les frais de transactions liés aux cartes de crédit pour les petites entreprises, à éliminer les intérêts sur les prêts fédéraux aux étudiants et aux apprentis de façon permanente et à mettre sur pied le Centre de formation pour les emplois durables se sont vues accorder peu d'attention; celle visant à créer une nouvelle ACT trimestrielle a quant à elle été sélectionnée par de rares participants.

Concernant l'ÉÉA dans son ensemble, pratiquement tous les participants considéraient les initiatives susmentionnées comme un pas dans la bonne direction. Plusieurs ont réaffirmé qu'il est important pour le gouvernement du Canada de prendre des mesures pour s'attaquer au problème d'abordabilité du logement, alors que d'autres ont salué la présence dans l'ÉÉA de ce qu'ils percevaient comme un engagement à poursuivre la transition vers une économie plus durable et axée sur l'environnement. Certains se demandaient si ces initiatives n'étaient pas trop ambitieuses et craignaient que le gouvernement fédéral ne doive dépenser davantage en la matière, mais, de l'avis général, moyennant une mise en œuvre prudente et efficace, elles profiteraient à un grand nombre de Canadiens.

Coût de la vie pour les parents (mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Les participantes du groupe composé de mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies se sont penchées sur les enjeux liés au coût de la vie avec lesquels les parents canadiens doivent composer en ce moment. Pour commencer, les participantes ont été invitées à décrire en un mot l'état actuel de l'économie canadienne. Elles ont toutes choisi des mots à connotation très négative, dont « difficile », « inquiétante » et « catastrophique ». Presque toutes les participantes pensaient que l'économie était susceptible de se détériorer dans les prochaines années et s'attendaient à ce que les problèmes tels que l'inflation et une pénurie perçue de logements abordables persistent dans un avenir rapproché. Plusieurs d'entre elles jugeaient qu'il fallait en faire plus pour limiter les prochaines dépenses fédérales, convaincues que l'inflation et la hausse du coût de la vie au Canada avaient été alimentées en grande partie par les coûts élevés des programmes et soutiens offerts pendant la pandémie comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU). Décrivant les facteurs expliquant selon elles le taux croissant d'inflation, les participantes ont nommé l'augmentation des frais de transport et d'expédition, la perturbation des chaînes d'approvisionnement engendrée par la pandémie de COVID-19 et les enjeux géopolitiques, y compris le conflit en cours en Ukraine. La quasi-totalité considérait l'inflation comme un problème qui ne touchait pas uniquement les Canadiens, mais bien la planète entière.

Nous avons ensuite questionné les participantes sur les enjeux économiques qu'elles jugeaient particulièrement préoccupants en tant que parents. L'inflation et la hausse du coût de la vie, l'abordabilité des études postsecondaires, les problèmes grandissants de santé mentale et un manque perçu de possibilités pour les jeunes dans leurs régions respectives figuraient au nombre de leurs inquiétudes. La plupart étaient d'avis que le gouvernement du Canada ne comprenait pas les difficultés économiques auxquelles elles étaient confrontées actuellement. D'après plusieurs, le gouvernement fédéral n'était pas au diapason des besoins des Canadiens vivant dans les provinces des Prairies et dans l'Ouest canadien, de façon plus générale. Un certain nombre de participantes ont critiqué des

initiatives, dont la tarification fédérale de la pollution par le carbone et ce qu'elles considéraient comme une intensification des efforts visant à délaisser graduellement le pétrole et le gaz, estimant que le secteur pétrolier et gazier était essentiel pour combler les besoins économiques et énergétiques des résidents des provinces des Prairies. Diverses participantes ont exprimé des doutes sur l'efficacité d'une approche « universelle » pour remédier aux problèmes économiques auxquels font face les Canadiens. Selon elles, les solutions économiques du gouvernement fédéral devraient être adaptées aux besoins particuliers des différents territoires, provinces et régions du Canada.

Nous avons demandé aux participantes si elles étaient au courant de quelconques politiques, programmes, services, prestations ou allocations du gouvernement du Canada qui profitent aux parents. Elles ont été plusieurs à nommer l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), tandis que d'autres ont cité des initiatives telles que les régimes enregistrés d'épargne-études (REEE), la Prestation dentaire canadienne, les programmes de congés de maternité et de paternité pour les nouveaux parents et les récentes ententes intervenues entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires respectifs visant à offrir des services de garde à 10 \$ par jour. En ce qui concerne l'ACE, plusieurs la considéraient comme une composante importante du revenu mensuel pour de nombreuses familles canadiennes à faible et moyen revenu, particulièrement quand l'inflation est élevée, comme c'est le cas actuellement. Même si elles ont formulé surtout des commentaires positifs sur la Prestation dentaire canadienne, certaines pensaient que le programme aurait dû être offert dès le début à l'ensemble des enfants de moins de 18 ans. Questionnées sur ce que le gouvernement du Canada pouvait faire d'autre pour aider à soutenir les parents, les participantes recommandaient d'investir davantage dans les ressources et services de traitement en santé mentale, d'offrir un allègement fiscal temporaire aux parents à faible et moyen revenu qui peinent actuellement à composer avec le coût de la vie et de promouvoir des modalités de travail flexibles (notamment le travail à domicile) afin que les parents puissent passer plus de temps à la maison à s'occuper de leurs enfants.

Changements climatiques et environnement (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Trois groupes ont pris part à des conversations portant sur l'environnement et les changements climatiques. Les participants ont parlé notamment des mesures qu'ils avaient prises pour se préparer aux impacts du changement climatique et se sont prononcés sur le système fédéral de tarification du carbone et les véhicules à zéro émission (VZE).

Adaptation au changement climatique (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard)

Tous les participants du groupe de résidents de l'Île-du-Prince-Édouard étaient très préoccupés par l'impact qu'aurait le changement climatique dans le futur et ils étaient nombreux à penser qu'il se faisait déjà sentir dans leurs collectivités. Interrogés sur les changements qu'ils avaient remarqués, plusieurs ont cité les phénomènes météorologiques extrêmes qui leur semblaient plus fréquents, tels que des feux de forêt et des inondations, l'évolution des régimes climatiques saisonniers et une baisse

de production dans les secteurs essentiels que sont l'agriculture et l'aquaculture. Sur ce dernier point, quelques participants s'inquiétaient de la viabilité future de cultures importantes, comme la pomme de terre, vu son importance vitale dans l'économie de la province. Certains ont abordé les ravages causés récemment par l'ouragan Fiona qui a frappé le Canada atlantique le 24 septembre 2022.

Pratiquement tous les participants avaient commencé à se préparer aux impacts du changement climatique. Ainsi, plusieurs avaient commencé à faire des réserves de nourriture et d'eau et à prendre des mesures pour disposer d'autres sources d'alimentation en cas de pannes ou d'interruptions de courant prolongées à cause de mauvaises conditions météorologiques. Même s'ils se sentaient prêts à faire face aux impacts du changement climatique, tous les participants doutaient qu'il en fût de même pour leurs collectivités. Celles-ci devaient à leur avis en faire beaucoup plus pour rendre le réseau électrique plus résilient et prévenir l'interruption des chaînes d'approvisionnement en biens essentiels, comme le carburant et l'épicerie en cas de nouvelle grosse tempête. La plupart pensaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer pour aider les collectivités à se préparer aux impacts du changement climatique. D'après eux, en plus de fournir des prévisions et des directives sur les changements environnementaux et les moyens de s'y préparer, le gouvernement du Canada pourrait s'efforcer de mettre en place et d'imposer des normes de construction nationales plus rigoureuses, afin que les nouveaux bâtiments et résidences résistent aux effets des changements climatiques.

Système de tarification du carbone (mères au travail de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Un groupe composé de mères au travail résidant dans les Prairies a discuté brièvement du système fédéral de tarification du carbone. Appelées à dire si elles étaient au courant de l'Incitatif à agir pour le climat du gouvernement du Canada, peu de participantes ont dit la connaître. Discutant de leurs premières impressions après avoir entendu l'expression « Incitatif à agir pour le climat », la plupart croyaient qu'il s'agissait probablement d'un programme d'incitatifs financiers visant à encourager les Canadiens à adopter des pratiques plus durables au quotidien. Après avoir obtenu des renseignements supplémentaires sur ce programme, plusieurs disaient ne pas en savoir assez sur la norme fédérale de tarification de la pollution par le carbone pour bien évaluer cette initiative. À première vue, ce système semblait injuste à certaines, car il touchait de manière disproportionnée la Saskatchewan, le Manitoba et l'Alberta, vu leurs besoins énergétiques par habitant plus importants que ceux d'autres provinces (surtout durant la saison froide). Par ailleurs, des participantes se demandaient pourquoi cette tarification de la pollution sur le carbone était prélevée au juste étant donné que 90 % des produits recueillis étaient reversés aux résidentes et résidents sous la forme du paiement de l'Incitatif à agir pour le climat.

Véhicules à zéro émission (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule)

Ce groupe formé de participants de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta a pris part à une discussion portant sur les véhicules à zéro émission (VZE) et la transition vers des modes de transport plus durables. Tous les participants avaient déjà déclaré qu'ils prévoyaient acheter ou louer un véhicule d'ici cinq ans. Nous avons demandé aux participants quel était actuellement leur principal

moyen de transport. La plupart disaient se servir d'un véhicule personnel. Quant aux principales raisons pour lesquelles ils souhaitaient faire l'achat ou la location d'un véhicule, plusieurs ont dit vouloir passer à un moyen de transport plus écologique, comme un véhicule hybride ou un VZE. Pour une majorité, les principaux critères recherchés au moment de choisir le type de véhicules à acheter étaient l'abordabilité, la fiabilité et la capacité à parcourir de longues distances. Invités à dire s'ils considéraient le rendement énergétique comme un facteur important, la quasi-totalité a répondu par l'affirmative. Un certain nombre de participants (à commencer par ceux vivant en milieu rural qui devaient régulièrement faire de longs trajets) trouvaient que l'essence coûtait de plus en plus cher et voulaient avoir la certitude que leur prochain véhicule serait le plus écoénergétique possible. Même si plusieurs s'attendaient à une stabilisation des prix de l'essence dans un avenir rapproché, la plupart doutaient que les prix du carburant reviennent aux niveaux antérieurs, car les sociétés pétrolières et gazières continueraient de chercher à dégager les marges bénéficiaires les plus élevées possibles.

Questionnés sur ce qu'est un VZE, les participants étaient un peu plus nombreux à connaître ce type de véhicules que non. Ceux auxquels les VZE étaient familiers les ont décrits comme une catégorie de véhicules ne produisant aucune émission de carbone ou prévoyant des mécanismes de compensation de carbone pour équilibrer les émissions produites lors de la construction ou de l'utilisation du véhicule. Aucun participant n'a mentionné posséder un VZE. Les participants qui envisageaient activement l'achat d'un VZE ont ajouté que les avantages que les VZE présentent pour l'environnement en faisaient depuis toujours un choix intéressant, mais que la flambée récente des prix de l'essence les avait rendus encore plus attrayants. Tous les participants affirmaient envisager l'achat d'un VZE à un moment donné dans l'avenir. Invités à nommer les facteurs qui les dissuadent de faire un tel achat à l'heure actuelle, de nombreux participants ont cité le coût d'achat initial élevé de ces véhicules, le manque perçu d'infrastructures (comme les bornes de recharge) ainsi que des préoccupations sur la capacité d'un VZE à parcourir de longues distances sans avoir besoin d'être rechargé, à fonctionner dans des conditions météorologiques extrêmes ou à être utilisé pour exécuter du travail lourd.

Discutant de ce que le gouvernement du Canada devrait faire pour rendre les VZE plus accessibles aux Canadiens, de nombreux participants croyaient qu'il était possible d'en faire plus au chapitre des subventions et des remboursements destinés aux personnes qui comptent acheter un VZE. Plusieurs ont réaffirmé le besoin d'investir davantage dans les infrastructures telles que les bornes de recharge, surtout dans les régions rurales, tandis qu'un petit nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour sensibiliser et informer les Canadiens à propos des avantages économiques et environnementaux pouvant découler de l'adoption d'un VZE. La plupart saluaient l'idée de fabriquer les VZE et les pièces de VZE au Canada, mais seuls quelques-uns l'ont désignée comme un facteur déterminant dans leur décision d'acheter ce type de véhicules. De l'avis général, même si ces types de véhicules représentaient l'avenir, les Canadiens faisaient face en ce moment à des enjeux économiques beaucoup plus pressants. Enfin, certains ont de nouveau affirmé qu'avant de favoriser l'adoption à grande échelle des VZE, le gouvernement fédéral devait mettre en place un plan à long terme pour faciliter cet important virage.

Ouragan Fiona (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard)

Les participants du groupe de l'Île-du-Prince-Édouard ont discuté de la réponse du gouvernement fédéral aux conséquences de l'ouragan Fiona, qui a frappé le Canada atlantique le 24 septembre 2022. Pour commencer, nous leur avons demandé ce qu'ils avaient entendu jusqu'à maintenant, le cas échéant, à propos de la réponse du gouvernement du Canada. Un certain nombre croyaient que le gouvernement du Canada s'était engagé à offrir une aide financière aux personnes touchées par la tempête, mais ils ne savaient pas comment ces sommes seraient versées ni quand. Quelques-uns avaient entendu dire que des membres des Forces armées canadiennes (FAC) avaient été déployés dans la région pour participer aux efforts de rétablissement et de nettoyage. Pratiquement tous les participants estimaient que le gouvernement fédéral était sur la mauvaise voie en ce qui concerne l'approche employée pour aider les gens touchés par la tempête. Ils pensaient de la sorte pour plusieurs raisons : peu de préparation en amont, un manque perçu d'informations sur la réponse du gouvernement fédéral à la catastrophe et l'impression qu'une aide insuffisante avait été fournie aux divers gouvernements provinciaux touchés après le passage de l'ouragan.

Après avoir été renseignés sur les mesures que le gouvernement fédéral avait prises et la mise en place de soutiens financiers pour les personnes touchées par la tempête, beaucoup de participants se sont dits perplexes. Plusieurs disaient ne pas avoir encore bénéficié personnellement d'un de ces programmes et à leur connaissance, personne dans leurs collectivités n'avait reçu ces soutiens. Un petit nombre de participants doutaient que le Fonds de rétablissement de l'ouragan Fiona (FROF), dans le cadre duquel le gouvernement s'engageait à fournir jusqu'à 300 millions de dollars sur deux ans, pour soutenir les personnes touchées par la tempête et aider aux efforts de rétablissement à long terme, soit utilisé efficacement pour appuyer les efforts de reconstruction dans leur province. Après avoir obtenu un complément d'information sur le FROF, les participants ont continué de formuler surtout des commentaires négatifs. Les objectifs du Fonds étaient trop vagues à leur avis et il fallait en faire plus pour aider le gouvernement provincial à réparer et à renforcer les infrastructures essentielles, dont le réseau électrique. Les participants pensaient par ailleurs que les fonds prévus pour ce programme seraient insuffisants pour réparer les dommages causés aux ports pour petits bateaux, notamment d'ici la prochaine saison de pêche. Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada pouvait faire d'autre pour aider au rétablissement après l'ouragan Fiona, les participants se sont dits préoccupés par l'impact de la catastrophe sur l'environnement et recommandaient une meilleure préparation aux futurs sinistres à l'avenir.

Situation en Haïti (membres de la diaspora haïtienne du Québec)

Un groupe composé de membres de la diaspora haïtienne du Québec s'est penché sur la crise humanitaire sévissant en Haïti. Tous les participants affirmaient être au courant de cette question et la plupart ont mentionné l'avoir suivie de près. Questionnés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet de la crise au cours des derniers jours, de nombreux participants avaient entendu dire que des gangs bloquaient l'accès aux ports maritimes stratégiques et à la route menant au principal terminal de carburant, de sorte que les réserves de carburant étaient peu accessibles aux Haïtiens. Plusieurs avaient eu vent d'affrontements entre les gangs armés et la police et des manifestations des citoyens

haïtiens pour dénoncer la situation. La totalité des participants se sentait touchée personnellement par cette crise. Ils étaient nombreux à avoir de la famille et des amis en Haïti et craignaient sans cesse que leurs proches soient victimes de violence, kidnappés par des gangs ou éprouvés autrement par la situation. Certains ont mentionné suivre régulièrement les nouvelles relatives à Haïti et communiquer souvent avec la famille et les amis pour s'assurer qu'ils étaient en sécurité. Beaucoup ont dit que leur santé mentale avait été mise à rude épreuve dans les derniers mois.

De rares participants avaient eu vent d'annonces et de mesures récentes de la part du gouvernement en lien avec cette situation. Quelques-uns avaient entendu dire que la ministre des Affaires étrangères avait annoncé récemment de l'aide financière pour les Haïtiens et les organismes humanitaires internationaux ainsi que l'envoi de matériel tel que des véhicules blindés pour aider les forces de l'ordre haïtiennes à maîtriser les gangs armés qui perturbent actuellement le pays. Certains étaient aussi au courant de sanctions visant l'élite politique haïtienne qui fournit un soutien financier et opérationnel illicite aux gangs armés. Cependant, aucun participant ne pensait que ces mesures seraient efficaces pour atténuer la crise.

Après avoir été informés des actions prises par le gouvernement du Canada pour aider à régler la crise, la quasi-totalité des participants ont réaffirmé que ces efforts ne suffiraient probablement pas pour aider les gens d'Haïti. Dans la même veine, beaucoup croyaient que l'aide financière humanitaire du gouvernement du Canada au gouvernement haïtien serait sûrement détournée, car le secteur public haïtien est gangréné par la corruption et que les fonds serviraient à enrichir personnellement les représentants élus plutôt qu'à aider le peuple haïtien. Certains ont toutefois salué les sanctions à l'endroit de deux élites politiques haïtiens et recommandaient de recourir davantage à ces mesures ciblées, notamment en les imposant à plus de personnes et d'entités haïtiennes qui se livrent actuellement à de la corruption ou des comportements illégaux.

Discutant des mesures que le gouvernement du Canada devrait prendre pour aider à régler cette situation, plusieurs remettaient en question l'idée d'envoyer plus d'armes et de matériel tactique, estimant que cela ne ferait qu'accroître la violence. De même, aucun participant ne croyait que le gouvernement du Canada devrait s'impliquer activement dans le conflit en déployant les Forces armées canadiennes (FAC) ou d'autre personnel en renfort aux forces de l'ordre haïtiennes. Beaucoup pensaient que des investissements dans l'économie, la construction d'hôpitaux et de cliniques et du financement pour mettre sur pied des établissements d'enseignement professionnel offriraient le plus d'avantages concrets au peuple haïtien. Aux yeux de plusieurs, l'activité criminelle en Haïti découlait surtout d'un sentiment de désespoir et d'un manque de possibilités économiques, et grâce à des efforts supplémentaires pour renforcer l'économie et créer des emplois mieux rémunérés, le taux de criminalité chuterait considérablement. Cela étant dit, de l'avis général, offrir aux Haïtiens plus d'occasions d'acquérir des compétences professionnelles et de prospérer sur le plan économique était la mesure la plus bénéfique que le gouvernement fédéral pouvait prendre.

Invités à préciser les répercussions à long terme qu'aurait la crise, bon nombre étaient préoccupés par l'impact de la situation sur les générations futures de Haïtiens. Tous reconnaissaient que les conflits internes et la violence en cours avaient déjà eu des effets négatifs importants sur l'éducation, la santé mentale et les perspectives économiques de la jeunesse haïtienne, et que ceux-ci ne feraient

qu'empirer tant que la crise persisterait. Enfin, les participants avaient bon espoir qu'une amélioration notable de la situation en Haïti serait possible à long terme moyennant le soutien de pays comme le Canada et d'organisations internationales comme les Nations Unies, en particulier sous forme d'investissements dans l'éducation et le développement économique.

Situation en Iran (Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto)

Dans un groupe composé de Canadiens d'origine iranienne vivant à Toronto, les participants ont discuté de la situation qui prévaut actuellement en Iran. Tous étaient au courant des manifestations qui ont lieu dans ce pays depuis le 16 septembre 2022 à la suite de la mort d'une jeune femme arrêtée par la police pour avoir prétendument contrevenu aux règles iraniennes exigeant que les femmes couvrent leurs cheveux avec un hidjab ou un foulard. Questionnés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet de ces manifestations dans les dernières semaines, plusieurs ont parlé des arrestations massives de manifestants (ils estimaient ce nombre entre 10 000 et 15 000) et de leur crainte que ceux-ci soient exécutés par le régime iranien. De nombreux participants s'inquiétaient également de ce qu'il adviendrait de ceux qui manifestent toujours et croyaient que le régime iranien intensifierait sa violence à leur égard dans les semaines et les mois à venir.

Presque tous les participants ont affirmé avoir été informés de l'évolution de la situation par des amis et des membres de leur famille toujours en Iran. En parlant des impacts sur leur vie personnelle, bon nombre d'entre eux ont dit ressentir beaucoup d'anxiété et craindre pour la sécurité de leurs proches dans ce pays. Plusieurs ont expliqué que les restrictions imposées par le régime iranien et qui visent le réseau Internet et les autres moyens de télécommunications les avaient empêchés de communiquer avec leurs proches en Iran pendant de longues périodes, ce qui avait eu pour effet d'aviver leurs préoccupations. Certains se sentaient impuissants face à la situation et avaient le sentiment qu'ils ne pouvaient pas faire grand-chose à partir du Canada pour aider ceux qui s'opposent au régime.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant des mesures prises par le gouvernement du Canada en lien avec cette situation, plusieurs participants avaient entendu dire que celui-ci avait imposé des sanctions à de nombreuses personnes et entités d'origine iranienne en réaction aux violations flagrantes et systématiques des droits de la personne en Iran. Même s'ils s'entendaient pour dire qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, plusieurs ont exprimé leur frustration et avaient l'impression que la liste complète des personnes sanctionnées n'avait pas été rendue publique et que ces sanctions auraient dû être appliquées à un nombre beaucoup plus élevé de sympathisants du régime.

Pour faciliter la discussion, nous avons fourni aux participants de l'information supplémentaire sur la réaction du gouvernement du Canada face à la situation. Même s'ils ont réitéré qu'il était encourageant de voir le gouvernement fédéral prendre position contre le régime iranien et le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), la plupart avaient l'impression que ces mesures n'allaient pas assez loin. Un grand nombre de participants auraient souhaité que le CGRI et d'autres entités iraniennes soient officiellement reconnus comme des organisations terroristes par le gouvernement fédéral, compte tenu des actes de violence perpétrés par le régime contre quiconque manifeste pour les droits de la personne. Plusieurs aimeraient également que d'autres mesures soient

prises (notamment le gel des actifs financiers) contre toute personne vivant au Canada et ayant déjà été associée au régime iranien et qui aurait pu jouer un rôle dans les violations antérieures des droits de la personne.

Discutant de leurs attentes quant à la situation et son évolution à court et à long terme, la plupart étaient d'avis que les citoyens de l'Iran auraient de la difficulté à retourner au statu quo antérieur. Plusieurs avaient l'impression que selon le côté qui l'emporterait, la situation aboutirait à une révolution et un changement de régime ou à des restrictions accrues des droits et libertés de la personne par le gouvernement iranien. Presque tous les participants s'entendaient pour dire que si le régime iranien actuel demeurait au pouvoir au terme des manifestations, on assisterait à une nouvelle poussée de la répression à l'égard des citoyens iraniens et en particulier des femmes et des jeunes.

Sur un sujet quelque peu différent concernant l'Iran, nous avons présenté aux participants de l'information sur l'écrasement du vol 752 d'Ukrainian International Airlines abattu par un missile sol-air quelques minutes après le décollage de Téhéran, en Iran, le 8 janvier 2020. Parmi les victimes, on comptait 55 citoyens canadiens et 30 résidents permanents, et 138 personnes à bord de l'appareil avaient des liens avec le Canada. Questionnés à savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la réaction du gouvernement du Canada dans les années qui ont suivi la tragédie, plusieurs se sont rappelé qu'il avait rapidement offert de l'aide aux familles des victimes. Cependant, tous s'entendaient pour dire que la réaction du gouvernement fédéral avait été limitée lorsqu'était venu le temps de traduire en justice les responsables de l'attaque. Plusieurs participants étaient d'avis qu'étant donné le nombre élevé de citoyens canadiens et de résidents permanents qui avaient perdu la vie, le gouvernement du Canada aurait pu se faire plus insistant afin que le gouvernement iranien soit traduit devant la Cour internationale de justice pour répondre de ses actes.

Pour faciliter la discussion, nous avons fourni aux participants de l'information sur un certain nombre de mesures mises de l'avant par le gouvernement du Canada en réponse à cet incident. Bien que la plupart croyaient que ces mesures avaient sans doute été bénéfiques aux familles des victimes, les participants étaient généralement d'avis qu'il faudrait en faire davantage. Plusieurs ne croyaient pas à la thèse de l'accident du vol 752 et souhaitaient une plus grande imputabilité pour ce qu'ils considéraient comme étant un massacre d'un nombre important de Canadiens. Certains ont suggéré que le gouvernement du Canada exerce des pressions économiques et diplomatiques supplémentaires sur l'Iran et qu'il encourage ses principaux alliés, notamment les États-Unis, à faire de même.

Immigration (membres de la diaspora haïtienne du Québec, résidents de Metro Vancouver n'ayant pas reçu la quatrième dose du vaccin contre la COVID-19, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean)

Dans trois groupes, les participants ont abordé le sujet de l'immigration au Canada et ont fourni leurs points de vue sur une hausse potentielle des niveaux d'immigration au cours des prochaines années. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient l'impression que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en ce qui concerne l'immigration, les participants étaient généralement positifs ou neutres dans leurs évaluations, et quelques-uns seulement croyaient qu'il était sur la mauvaise voie. Ceux qui avaient une opinion généralement positive étaient d'avis que l'immigration était très

avantageuse pour le Canada et particulièrement importante pour renforcer la main-d'œuvre dans plusieurs secteurs (comme la santé et l'éducation) actuellement touchés par une pénurie de travailleurs. Parmi ceux qui avaient des opinions plus mitigées, plusieurs étaient d'avis que l'accessibilité et l'efficacité du système d'immigration canadien variaient selon le pays d'où proviennent les immigrants. Ces participants ont fait valoir que les immigrants d'autres pays occidentaux et ceux du Commonwealth des Nations étaient souvent priorisés au détriment des immigrants en provenance d'autres pays. Plusieurs ont également critiqué le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers. Certains avaient le sentiment que de nombreux travailleurs qualifiés de l'étranger ne pouvaient exercer leurs professions parce que leurs titres de compétences n'étaient pas reconnus et en raison des coûts élevés requis pour obtenir les certifications dont ils ont besoin.

Les participants des groupes de résidents de Metro Vancouver et du Saguenay–Lac-Saint-Jean étaient invités à répondre à quelques questions supplémentaires sur les avantages de l'immigration et à partager leurs préoccupations. Ceux-ci ont mentionné de nombreux avantages, notamment le potentiel d'accroître la main-d'œuvre au Canada, l'enrichissement de la culture canadienne à travers une plus grande diversité, et la capacité d'offrir une aide humanitaire à ceux qui cherchent à fuir des situations dangereuses. En discutant de leurs préoccupations à l'égard de l'immigration, un certain nombre de participants ont dit craindre que des secteurs comme la santé et l'éducation qui sont débordés ne puissent faire face aux niveaux d'immigration actuels. Plusieurs craignaient également les répercussions de l'immigration sur l'abordabilité du logement au Canada et se sont demandé s'il y avait suffisamment de logements sûrs et accessibles pour accueillir les nouveaux arrivants. Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada devrait augmenter, diminuer ou maintenir le taux d'immigration actuel, la plupart des résidents de Metro Vancouver ont répondu que les niveaux d'immigration devraient être maintenus, alors qu'un nombre à peu près égal de résidents du Saguenay–Lac-Saint-Jean étaient d'avis qu'ils devraient être maintenus ou réduits. Aucun des participants ne croyait que le taux d'immigration devrait être augmenté.

Nous avons informé les trois groupes de la récente annonce du gouvernement du Canada d'accueillir un plus grand nombre d'immigrants dans les prochaines années en vue d'atteindre l'objectif de 500 000 nouveaux immigrants d'ici 2025. Bien que certains fussent d'avis que les niveaux proposés étaient quelque peu élevés, après avoir pris connaissance de cette information, la plupart croyaient qu'il s'agissait d'une approche constante et graduelle qui n'exercerait sans doute aucune pression excessive sur l'économie et l'infrastructure sociale du Canada. Questionnés à savoir s'ils étaient plus à l'aise avec ce plan en sachant que le taux d'immigration proposé équivalait à environ 1 % de la population canadienne, un certain nombre de participants ont répondu par l'affirmative.

Invités à répondre à quelques questions additionnelles au sujet de l'économie et des pénuries de main-d'œuvre, presque tous les participants des groupes de Metro Vancouver et du Saguenay–Lac-Saint-Jean s'entendaient pour dire que les pénuries de main-d'œuvre représentaient un enjeu majeur à l'heure actuelle. Questionnés à savoir s'ils étaient d'accord pour dire que « *le Canada doit accueillir davantage de nouveaux immigrants afin de combler les emplois vacants et de faire croître l'économie* », tous les participants du groupe du Québec ont répondu par l'affirmative, alors qu'à peu près le même nombre dans le groupe de Metro Vancouver étaient d'accord, comparativement à ceux qui étaient dans l'incertitude. Parmi ces derniers, même si certains croyaient que l'immigration serait bénéfique

pour le marché du travail, plusieurs avaient le sentiment qu'une des principales raisons pour les nombreux postes vacants au Canada était la faible rémunération offerte et non les emplois eux-mêmes. Par conséquent, ces participants ne voulaient pas qu'on amène des immigrants au pays essentiellement pour constituer une main-d'œuvre à bon marché pour les employeurs et croyaient qu'il faudrait redoubler d'efforts pour faire en sorte que tous les Canadiens, y compris les immigrants, aient accès à des emplois assurant un salaire suffisant.

Vaccins contre la COVID-19 et doses de rappel (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, résidents de Metro Vancouver n'ayant pas reçu la quatrième dose du vaccin contre la COVID-19)

Dans trois groupes, les participants ont discuté du vaccin contre la COVID-19 et tout particulièrement des doses de rappel des vaccins « bivalents » récemment approuvés par Santé Canada. Tous avaient reçu un premier vaccin et la plupart avaient reçu au moins une dose de rappel. En discutant de leurs raisons de se faire vacciner, plusieurs ont expliqué l'avoir fait pour se protéger eux-mêmes et protéger leurs proches immunosupprimés contre la COVID-19 et pour alléger la pression exercée sur le système de santé. Quelques participants ont mentionné qu'ils s'étaient fait vacciner principalement pour satisfaire aux exigences de leur employeur ou pour pouvoir voyager, fréquenter les bars et les restaurants, et pour participer à d'autres événements et activités qui exigent la vaccination.

Dans le groupe de Metro Vancouver composé de participants qui n'avaient pas encore reçu une quatrième dose du vaccin contre la COVID-19, la plupart prévoyaient recevoir cette quatrième dose à un moment ou l'autre, et quelques-uns ont affirmé l'avoir fait dans les jours qui ont précédé la discussion de groupe. Parmi les nombreux participants qui étaient admissibles à la prochaine dose, mais qui n'avaient pas encore pris de rendez-vous, certains ont invoqué l'absence de sentiment d'urgence puisque les gouvernements provinciaux et fédéral avaient levé les exigences en matière de preuve vaccinale. Même s'ils prévoyaient toujours recevoir une autre dose, un petit nombre de participants avaient l'impression que le vaccin contre la COVID-19 était peu efficace pour empêcher la transmission du virus et qu'il était moins important d'un point de vue de la santé publique qu'ils reçoivent une dose additionnelle, comme c'était le cas au début de la pandémie.

Dans les trois groupes, nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler des nouveaux vaccins bivalents récemment approuvés par Santé Canada. À l'échelle régionale, alors que presque tous les participants de Metro Vancouver et la plupart de ceux de l'est de l'Ontario connaissaient ce vaccin, quelques-uns seulement à l'Île-du-Prince-Édouard en avaient entendu parler. Ceux qui connaissaient ces vaccins croyaient généralement qu'ils étaient différents des autres puisqu'ils avaient été modifiés pour lutter plus efficacement contre les nouveaux variants comme Omicron. Quelques-uns avaient des questions ou des préoccupations concernant les vaccins bivalents. Alors que certains étaient préoccupés par les effets secondaires à long terme encore méconnus du vaccin contre la COVID-19, très peu ont indiqué que ces préoccupations les dissuaderaient de recevoir une autre dose à l'avenir. Questionnés à savoir s'ils croyaient que les vaccins bivalents étaient efficaces pour les protéger et protéger leurs proches et leurs communautés, les participants ont eu des réactions mitigées. Plusieurs s'attendaient à ce que ces vaccins soient à tout le moins assez efficaces pour

réduire le nombre de cas sévères de COVID-19 et limiter le nombre d'hospitalisations dues au virus. Quelques-uns étaient toutefois incertains. Ces derniers ont fait valoir que les vaccins contre la COVID-19 n'avaient pas réussi à réduire la transmission et à prévenir la contraction du virus, et doutaient que les vaccins bivalents soient plus efficaces.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de la saison de la grippe au Canada cette année, plusieurs participants dans le groupe de Metro Vancouver avaient l'impression qu'elle était plus intense qu'à l'habitude et que la hausse des cas d'influenza et du virus respiratoire syncytial (VRS) avait entraîné de longs délais d'attente dans les urgences et les cliniques sans rendez-vous. Seulement un participant avait reçu le vaccin antigrippal cette année. La majorité des participants ignoraient s'ils iraient se faire vacciner.

Services du gouvernement du Canada (jeunes adultes de l'Ouest canadien)

Ce groupe composé de jeunes adultes de l'Ouest canadien a brièvement discuté des services offerts par le gouvernement du Canada. Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les principaux services que le gouvernement fédéral offrait aux Canadiens, les participants ont généralement mentionné la santé et l'éducation. Tout en reconnaissant que ces secteurs étaient principalement du ressort des gouvernements provinciaux et territoriaux, plusieurs s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral pourrait améliorer la qualité et l'accessibilité de ces services.

Questionnés au sujet de la capacité du gouvernement du Canada à fournir des services de passeport, à traiter les demandes d'immigration et à gérer les aéroports et le transport aérien, presque tous les participants étaient d'avis qu'il restait encore beaucoup de travail à faire dans ces secteurs. Plusieurs ont raconté que certains de leurs proches avaient dû attendre très longtemps (parfois des mois) pour des demandes importantes comme un renouvellement de passeport, une résidence permanente ou un permis de travail ou d'études, causant beaucoup d'anxiété pour plusieurs, particulièrement ceux qui devaient obtenir ces documents pour continuer de vivre et de travailler au Canada. De nombreux participants ont exprimé leur frustration envers ce qu'ils considéraient être un manque de communication de la part des ministères comme Service Canada et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) concernant le statut de ces demandes. Quelques-uns étaient d'avis que l'augmentation du nombre de demandes de passeports et d'immigration était prévisible et que le gouvernement du Canada aurait dû être mieux préparé pour cette charge de travail accrue provoquée par la levée des exigences de voyage liées à la pandémie.

Tous les participants étaient persuadés que le gouvernement du Canada était en mesure de résoudre ces problèmes et d'améliorer la prestation des services pour les Canadiens. En discutant des actions que le gouvernement pourrait prendre, plusieurs s'entendaient pour dire qu'il faudrait redoubler d'efforts pour augmenter les effectifs dans les ministères comme Service Canada et IRCC, et développer des systèmes en ligne qui permettraient aux Canadiens de vérifier rapidement le statut de leurs demandes et d'obtenir une estimation des délais de traitement.

Mot-symbole du gouvernement du Canada (jeunes adultes de l'est du Canada, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta désirant acheter ou louer un véhicule, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec)

Dans trois groupes, les participants ont discuté de la manière dont ils reconnaissent les renseignements et les messages du gouvernement fédéral diffusés à la télévision, dans les médias sociaux, dans les journaux ou à la radio. Questionnés sur les indices qui leur permettent habituellement de déterminer qu'une information émane du gouvernement du Canada, un grand nombre d'entre eux ont parlé d'un logo comportant le mot « Canada » et le drapeau canadien. Plusieurs croyaient aussi que lorsqu'une information de ce type était imprimée ou communiquée à la télévision, sa source était explicitement mentionnée. Invités à dire comment ils détermineraient qu'une information entendue (à la radio par exemple) provient du gouvernement du Canada, beaucoup ont mentionné sa signature musicale, composée des quatre premières notes de l'hymne national. Plusieurs avaient également l'impression que ces communications audio s'accompagnent souvent d'un énoncé précisant qu'il s'agit d'un message du gouvernement du Canada. Tous les participants ou presque ont affirmé que c'était généralement clair lorsqu'une information était communiquée de façon officielle par le gouvernement du Canada.

Lorsque nous leur avons montré le mot-symbole du gouvernement du Canada, tous les participants ont dit qu'il leur était familier. Plusieurs ont confirmé qu'il s'agissait du symbole qu'ils avaient décrit précédemment. Presque tous l'associaient au gouvernement du Canada et beaucoup ont dit bien le connaître pour l'avoir vu très souvent au cours de leur vie dans la correspondance officielle, la publicité, et les bâtiments et centres de services fédéraux. Dans la majorité des cas, le mot-symbole n'éveillait pas de résonance personnelle, mais des sentiments assez neutres. À la question de savoir pourquoi le gouvernement du Canada recourt à ce symbole dans ses communications, la plupart des participants ont répondu que celui-ci confère une légitimité au message et signale la présence d'une information importante à laquelle il faut prêter attention. Selon eux, son utilisation systématique pendant de nombreuses années en avait fait un symbole immédiatement reconnaissable, qui faisait partie de l'image de marque fédérale. Lorsque nous leur avons demandé s'ils faisaient habituellement confiance aux renseignements accompagnant le mot-symbole, la plupart ont répondu que oui.

Nous avons ensuite invité les participants à écouter la signature musicale officielle du gouvernement du Canada. Cet indicatif sonore était connu de tout le monde ou presque. Plusieurs se rappelaient l'avoir entendu à la radio et à la télévision, sur des plateformes audio telles que Spotify, et dans des publicités et du contenu numérique diffusés sur des plateformes de médias sociaux comme Facebook et Twitter. De l'avis général, à l'instar du mot-symbole, la signature musicale servait à signaler de façon immédiatement reconnaissable que le contenu associé provient du gouvernement du Canada.

Mésinformation (jeunes adultes de l'est du Canada, jeunes adultes de la Mauricie et du Centre-du-Québec, jeunes adultes de l'Ouest canadien)

Trois groupes composés de jeunes adultes ont abordé le thème de la mésinformation. Pour lancer la discussion, nous leur avons demandé quelles plateformes et applications de médias sociaux ils avaient l'habitude d'utiliser. Facebook, Twitter, Instagram, TikTok, Snapchat et Reddit ont figuré parmi les

mentions. Les plateformes de médias numériques, comme YouTube et Spotify, ont également été citées par beaucoup. La plupart des participants ont dit consulter ces diverses plateformes au moins une fois par jour. À la question de savoir vers lesquelles ils se tourneraient, le cas échéant, pour obtenir des renseignements sur des questions de santé, plusieurs ont répondu qu'ils feraient appel à YouTube ou Facebook. Une majorité croyaient cependant qu'ils opteraient plutôt pour un moteur de recherche comme Google ou se rendraient directement sur les sites Web des gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux ou ceux d'organismes de santé reconnus.

À la question de savoir comment ils s'y prendraient pour déterminer si des informations sont vraies ou fausses, plusieurs participants ont répondu qu'ils vérifieraient les détails auprès de sources faisant autorité, par exemple des sites Web fédéraux, provinciaux et territoriaux, des organismes officiels et des études évaluées par des pairs. Invités à dire ce qu'évoquait pour eux la « mésinformation », ils ont généralement répondu que le terme désignait des informations dénaturées ou fausses présentées comme légitimes. Beaucoup l'associaient aux « fausses nouvelles » et croyaient que ce type d'informations étaient souvent de nature conspirationniste. Nombre de participants ont cité Facebook à cet égard, expliquant que la mésinformation était particulièrement répandue sur cette plateforme. Les participants étaient nombreux à trouver l'ampleur actuelle de la mésinformation fort préoccupante. D'après ce qu'ils constataient, la publication de grands titres et d'articles faux ou trompeurs s'accélérait sur les plateformes de médias sociaux et une bonne partie de la population ajoutait désormais foi à des faussetés. Certains s'inquiétaient tout particulièrement de l'incidence qu'aurait cette vague croissante de mésinformation sur la jeunesse canadienne, qui n'avait pas encore développé l'esprit critique nécessaire pour discerner le vrai du faux dans l'information qui lui tombait sous les yeux.

Enjeux postsecondaires (étudiants de niveau postsecondaire de l'est de l'Ontario)

Les participants du groupe de l'est de l'Ontario, tous actuellement inscrits à un programme d'études supérieures, ont engagé une discussion sur l'éducation postsecondaire au Canada. Pour commencer, ils ont été invités à expliquer leur choix quant au programme postsecondaire auquel ils étaient actuellement inscrits. De très nombreux facteurs ont été mentionnés, notamment les possibilités de carrière futures, l'intérêt personnel pour un programme d'études en particulier, les subventions et les bourses d'études, le coût des droits de scolarité et des frais, l'influence des parents, l'emplacement de l'établissement et le rendement scolaire à l'école secondaire.

Les participants ont ensuite pris part à un exercice au cours duquel ils ont évalué une série d'initiatives proposées par le gouvernement du Canada en matière d'éducation postsecondaire. Plusieurs ont exprimé leur enthousiasme à l'égard du programme visant à permettre aux nouveaux parents de suspendre le remboursement de leurs prêts étudiants jusqu'à ce que leur plus jeune enfant ait cinq ans. Certains étaient d'avis que cette mesure leur permettrait de mieux concentrer leurs ressources financières sur l'éducation de leurs jeunes enfants. L'initiative visant à éliminer de façon permanente l'intérêt sur les prêts canadiens aux étudiants et aux apprentis a également reçu un large soutien. Les participants ont estimé que cela contribuerait à atténuer de façon importante le stress et l'anxiété que ressentent actuellement de nombreuses personnes ayant une dette d'études élevée.

Plusieurs participants se sont également montrés favorables à l'ajout d'un nouveau volet à la Stratégie emploi et compétences jeunesse pour les Canadiens en situation de handicap. Ils étaient d'avis que les mécanismes de soutien existants pour les personnes vivant avec un handicap étaient insuffisants et que toute augmentation des dépenses dans ce domaine représenterait un changement positif. L'initiative visant à élargir la voie d'accès des étudiants internationaux à la résidence permanente (RP) à l'aide du système Entrée express a également été saluée, plusieurs étant d'avis qu'en étant déjà établis au Canada, les étudiants internationaux devraient être considérés comme des candidats idéaux pour obtenir le statut de RP.

Les participants ont ensuite engagé une discussion sur leurs attentes concernant leur entrée dans la vie active à la fin de leur programme d'études actuel. Interrogés sur ce qu'ils espéraient faire après l'obtention de leur diplôme, beaucoup prévoyaient poursuivre un diplôme d'études supérieures ou une certification professionnelle avant d'occuper un emploi. Un plus petit nombre comptait travailler immédiatement après l'obtention du diplôme, soit en trouvant un emploi de manière autonome ou en faisant appel aux services d'un recruteur. La plupart des participants ont répondu par l'affirmative à la question de savoir s'ils trouvaient qu'il y avait suffisamment de possibilités d'emploi dans l'est de l'Ontario. En discutant des facteurs qu'ils jugeaient les plus importants lorsqu'ils postulent ou acceptent un nouvel emploi, les participants ont fourni un large éventail de réponses. Celles-ci comprenaient notamment la rémunération, les avantages sociaux, le lieu de travail, la possibilité de travailler à domicile, un juste équilibre entre le travail et la vie privée, le fait de trouver un sens et une importance à leur travail, la possibilité de se réaliser et d'acquérir de nouvelles compétences, et le partage de valeurs communes avec leur employeur et l'entreprise. Les participants étaient pour la plupart mitigés quant à savoir s'ils tiendraient compte des politiques d'un employeur en matière d'environnement ou de responsabilité sociale au moment de décider s'ils allaient accepter un poste ou non. Bien que pour plusieurs d'entre eux, ces aspects revêtaient une grande importance, un nombre à peu près égal estimait que ces questions seraient probablement secondaires par rapport à d'autres facteurs, comme la rémunération et le type de travail offert.

Les participants ont ensuite effectué un exercice dans lequel ils ont comparé les termes *bon emploi* et *bonne carrière*. Nombre d'entre eux ont indiqué qu'un *bon emploi* représentait un poste qui les stimulerait et qu'ils aimeraient occuper, tandis qu'une *bonne carrière* était probablement plus en rapport avec la capacité d'une personne à jouir d'une stabilité financière pendant une certaine période et à atteindre des objectifs à long terme. À la question de savoir en quoi ces termes étaient similaires ou différents, les participants ont suggéré qu'un *bon emploi* décrivait des conditions positives dans l'immédiat, tandis qu'une *bonne carrière* se rapportait davantage aux objectifs à long terme et à une vie épanouissante.

Enjeux à l'approche de la retraite (résidents de la Colombie-Britannique proches de la retraite)

Dans un groupe de personnes de la Colombie-Britannique qui sont en fin de carrière, les participants ont engagé une discussion sur un certain nombre de questions concernant la retraite. Invités à faire part de leurs plus grandes préoccupations à ce sujet, la plupart ont mentionné leur capacité à maintenir leur sécurité financière à long terme, précisant que le taux d'inflation élevé et l'augmentation

perçue du coût de la vie à l'heure actuelle avaient compliqué les choses au moins dans une certaine mesure. Certains ont déclaré avoir pris la décision de réduire leurs déplacements en voiture en raison de la hausse du prix de l'essence, et de reporter éventuellement leurs projets de retraite de plusieurs années afin d'acquérir suffisamment d'économies pour s'adapter à la hausse des dépenses. D'autres craignaient de ne jamais pouvoir prendre leur retraite et de devoir continuer à travailler d'une manière ou d'une autre pour le reste de leur vie.

Dans le cadre d'une discussion sur les mesures qu'ils ont prises pour préparer leur retraite, les participants ont mentionné une série d'activités, comme des investissements à long terme dans des programmes comme le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER), l'augmentation du montant des versements hypothécaires pour rembourser leur prêt plus rapidement, l'accueil de locataires résidents comme moyen de gagner un revenu supplémentaire et la recherche d'un emploi à temps partiel, en plus de leur emploi actuel.

Les participants ont ensuite été invités à faire part de leur point de vue concernant l'importance des différents programmes gouvernementaux, comme le Régime de pensions du Canada (RPC), la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG) dans leurs plans de retraite respectifs. Bien que la plupart des participants aient généralement convenu que ces mesures comportaient d'importants avantages, beaucoup étaient d'avis qu'elles ne suffiraient pas à elles seules à satisfaire leurs besoins financiers à la retraite. Interrogés également sur les REER, beaucoup ont estimé qu'ils étaient essentiels, même si plusieurs personnes étaient d'avis que l'efficacité de ces programmes dépendait en grande partie du montant du revenu excédentaire que l'on pouvait consacrer à l'investissement dans de tels programmes.

Lorsque nous leur avons présenté des informations concernant les récentes mises à jour apportées aux prestations du RPC, de la SV et du SRG, les participants ont réagi de diverses façons. Certains ont déclaré que, si le rajustement annuel de ces prestations au coût de la vie constituait une évolution positive, ces prestations ne seraient probablement pas suffisantes pour assurer leur subsistance. Les participants ont également été informés qu'une bonification du RPC avait commencé à être introduite progressivement en 2019 et qu'elle permettrait d'augmenter le montant des prestations à la retraite en échange de cotisations plus élevées au RPC. Bien que certains aient estimé que cette mesure pourrait s'avérer avantageuse, plusieurs participants ont jugé qu'elle n'apportait pas de solution à ce qu'ils considéraient comme le problème fondamental, à savoir que de nombreux Canadiens qui sont sur le point de prendre leur retraite n'ont pas de revenu supplémentaire à consacrer à des cotisations plus élevées à ce programme. Les participants ont ensuite été informés qu'à compter de juillet 2022, les personnes âgées de 75 ans et plus verront une augmentation automatique de 10 % de leur pension de la Sécurité de la vieillesse. La plupart en avaient entendu parler et pensaient que cela aiderait les personnes âgées dans une certaine mesure, mais beaucoup étaient d'avis que cette augmentation devrait être accordée à toutes les personnes âgées de 65 ans et plus, au lieu de fixer le seuil à 75 ans.

Armes à feu (jeunes adultes de l'Ouest canadien)

Les participants de ce groupe composé de jeunes adultes résidant dans l'Ouest canadien ont pris part à une brève discussion sur les armes à feu et le programme fédéral de rachat prévu pour les armes

d'assaut interdites au Canada. Tous les participants ont estimé que le contrôle des armes à feu était une question importante et devait être une priorité pour le gouvernement du Canada. Dans le cadre d'une discussion sur la réglementation actuelle concernant les armes à feu, le nombre de participants qui pensaient que les lois au Canada devraient être plus strictes était à peu près égal à celui des participants qui estimaient qu'elles devraient rester les mêmes. Ceux qui étaient en faveur d'une réglementation plus poussée en matière d'armes à feu pensaient que les crimes à main armée au Canada constituaient un problème croissant, que les simples citoyens avaient peu de raisons de posséder de telles armes et que rien ne justifiait que celles-ci ne soient pas interdites à un degré plus élevé. Les participants qui croyaient que les lois sur les armes à feu étaient suffisantes à leur niveau actuel ont fait remarquer que, s'il était important de s'attaquer aux crimes à main armée, il n'était pas nécessaire d'introduire de nouvelles mesures qui entraîneraient des répercussions sur les propriétaires d'armes respectueux des lois en les empêchant de participer à des activités comme la chasse ou le tir sportif récréatif. La plupart pensaient que le gouvernement fédéral était actuellement sur la bonne voie en ce qui concerne le contrôle des armes à feu, et de nombreux participants avaient l'impression qu'un certain nombre de nouvelles mesures avaient été introduites ces dernières années pour réduire la criminalité par arme à feu au Canada. Si peu d'entre eux connaissaient les détails précis de ces mesures, certains se souvenaient avoir vu des manchettes concernant le récent gel national de l'achat, de la vente et du transfert d'armes de poing et l'interdiction antérieure des armes à feu de type assaut.

En ce qui concerne ces dernières, plus particulièrement les règlements qui les régissent, les participants ont été informés que, depuis le 1^{er} mai 2020, plus de 1 500 modèles d'armes à feu de type assaut ont été classés comme prohibés par le gouvernement du Canada, y compris l'AR-15. Certains participants ont réagi en remettant en question l'efficacité de cette initiative, étant donné qu'ils avaient l'impression que les crimes à main armée s'étaient poursuivis sans relâche au cours des deux années suivant cette annonce. Informés que le gouvernement fédéral allait lancer un programme de rachat des armes à feu de ce type, la plupart ont affirmé que, dans la mesure où l'indemnisation offerte aux propriétaires d'armes à feu et aux entreprises touchées par l'interdiction représentait une juste valeur pour leurs biens, il s'agissait d'une mesure positive qui contribuerait probablement à assurer la sécurité des Canadiens dans l'avenir. Quelques-uns avaient une opinion divergente, estimant que cette mesure était injuste pour les propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi qui détenaient toutes les certifications nécessaires et avaient acheté leurs armes légalement.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel
Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY
Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021
Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$
